

**OBJET : HMF – PROGRAMME " LE MARLIN BLEU " 7 à 11 BD EMILE ZOLA
GARANTIE D'EMPRUNT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

La garantie de la commune d'Oullins est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu l'article R.221.19 DU Code monétaire et financier ;

Vu les articles L 2252-1 et L-2252.2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2021 du Code Civil ;

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ des membres présents

Article 1 : La commune d'Oullins accorde sa garantie pour le remboursement de deux emprunts l'une pour le remboursement de la somme de 17 336,25 euros représentant 15 % d'un emprunt avec préfinancement d'un montant de 115 575,00 euros, l'autre pour le remboursement de la somme de 6 097,20 € représentant 15 % d'un emprunt avec préfinancement d'un montant de 40 648,00 que HMF Rhône-Alpes se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ces prêts sont destinés à financer l'acquisition de trois logements collectifs situés 7 à 11 Boulevard Emile Zola à Oullins.

Article 2 : Les caractéristiques de ces deux prêts sont les suivantes :

Prêt " Plus " :

Montant : 115 575 euros
Durée du préfinancement : 12 mois
Échéances : annuelles
Durée de la période d'amortissement : 40 ans
Taux d'intérêts actuariel annuel : 3,25%
Taux annuel de progressivité : 0,50%

Prêt "Plus Foncier" :

Montant : 40 648 euros
Durée du préfinancement : 12 mois
Échéances : annuelles
Durée de la période d'amortissement : 50 ans
Taux d'intérêt actuariel annuel : 3,25%
Taux annuel de progressivité : 0,50%

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%.

Le taux d'intérêt indiqué ci-dessus est établi sur la base du Livret A et du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du Livret A en vigueur à la date de la présente délibération. Ce taux est susceptible d'être révisé à la date de l'établissement du contrat de prêt, si les taux du Livret A et/ou du commissionnement des réseaux collecteurs du Livret A sont modifiés entre la date de la présente délibération et la date d'établissement du contrat de prêt. Le taux de progressivité indiqué ci-dessus est susceptible d'être révisé en fonction de la variation du Livret A.

Article 3 : La garantie de la commune est accordée pour la durée totale des deux prêts, soit respectivement 12 mois de préfinancement maximum suivi d'une période de 40 ans (prêt plus) et de 50 ans (prêt plus foncier), à hauteur de la somme de 17 336,25 € et 6 097,20 euros, majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période.

Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Article 4 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la commune s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 5 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 6 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET